

## INTRODUCTION

# D'une citoyenneté empêchée à une éducation citoyenne

Nathanaël WALLENHORST et Eric MUTABAZI

Habituellement la citoyenneté évoque davantage l'espace que le temps. En effet, les Anciens associaient le territoire à la vie publique et la notion de citoyenneté trouve son origine dans l'appartenance à la cité athénienne. Un individu, selon sa condition, pouvait participer à la vie publique à partir du moment où il y habitait. C'est à une entité locale, définie, juridique, qu'appartenait le citoyen. Désormais la modernité a produit l'idée de citoyen sans que celui-ci soit directement la résultante d'une appartenance communautaire territorialisée mais comme l'accès à des droits universels. Le projet européen, par exemple, ou la mondialisation, dissocient le territoire et la citoyenneté. Les reconfigurations du rapport à l'espace de la modernité avec la globalisation économique, la mondialisation, ou la perception des limites écologiques de l'étendue terrestre ont questionné la citoyenneté, tantôt citoyenneté du monde ou citoyenneté environnementale. La notion de citoyenneté du monde est par exemple fréquemment entendue comme une hospitalité humaine à partir d'une interrogation sur l'humanité et est venue élargir et questionner la citoyenneté. Il en est de même pour la citoyenneté environnementale ou écologique élargissant l'idée de relation aux autres de la citoyenneté à la relation avec la nature.

## I. AU-DEÇÀ DE L'ESPACE CITOYEN, LE TEMPS DE LA CITOYENNETÉ

Mais qu'en est-il du « temps de la citoyenneté » ? La question est ici à entendre à plusieurs niveaux. *Primo*, il s'agit tout d'abord d'une interrogation sur les temporalités de la citoyenneté. Le temps de la citoyenneté est-il celui du passé avec la reproduction *maintenant* d'un modèle d'*hier* ? Est-il celui de l'instantanéité et de l'urgence, saisissant ce qui semble se passer dans l'immédiat ? Ou est-il celui de l'avenir avec la préparation *maintenant* de ce qui est à *venir* ? *Secundo*, le « temps de la citoyenneté » est aussi à entendre comme les caractéristiques du temps présent qui viennent impacter et orienter l'exercice de citoyenneté. Un ensemble de caractéristiques de la période contemporaine ne sont pas neutres du point de vue de la citoyenneté : la question de la triple accélération (technique, du changement social et du rythme de vie) mise en évidence par le sociologue allemand Hartmut Rosa ; la « Grande accélération » du milieu du 20<sup>ème</sup> siècle travaillée par le géochimiste américain Will Steffen (qui en est devenue l'autre nom de l'Anthropocène) avec la modification de façon durable des conditions d'habitabilité de la planète Terre ; la révolution numérique et technoscientifique contemporaine avec la convergence des NBIC ; l'hégémonie des logiques de maximisation des intérêts individuels d'un *homo oeconomicus* sans limite ; ou encore l'explosion des inégalités sociales – pour ne citer ici que quelques-uns des marqueurs du temps présent. Ces caractéristiques confrontent l'exercice de la citoyenneté à un ensemble de difficultés. Pour bon nombre d'individus la citoyenneté apparaît d'abord comme étant *empêchée*.

La qualification du temps présent est soumise au débat. S'agit-il d'une période postmoderne (Lyotard, 1979 ; Boutinet, 2004), d'une modernité tardive (Rosa, 2013), d'une seconde modernité (Giddens, 1994 ; Beck, 2001), ou d'une hypermodernité (Aubert, 2005) ? Récemment, nous voyons émerger dans la littérature un ensemble de textes particulièrement prométhéens appréhendant la période contemporaine comme hypermoderne, marquée par une exacerbation des caractéristiques de la modernité, et notamment des temporalités linéaires du progrès où demain sera meilleur qu'hier. Ainsi en est-il du *Manifeste accélérationniste* (Snircek et Williams, 2013), du *Manifeste écomoderniste* (Collectif, 2015), des théories et recherches transhumanistes et posthumanistes (Hottois, Missa et Perbal, 2015), de la géoingénierie et du management du système Terre (Rasch *et al.*, 2008 ; Steffen *et al.*, 2011), ou encore de l'idée de « Bon Anthropocène » (Elis, 2011 ; Hamilton, 2015). Mais est-il raisonnable de continuer de nous appréhender comme des modernes, nés dans le prolongement des Lumières, forgés par la

révolution industrielle, et poursuivant inlassablement le progrès permettant une amélioration de la vie quotidienne ? N'avons-nous pas quitté la linéarité ascendante de la modernité occidentale ? Au-delà du doute portant sur l'amélioration de la qualité de la vie dans l'avenir, ne serait-ce pas sur l'existence même d'un avenir possible que porterait l'incertitude contemporaine ? Ne serions-nous pas confrontés à une crise du temps et des temporalités nécessitant de penser nouvellement la citoyenneté ?

## **II. CE TEMPS DE LA CITOYENNETÉ À L'ÉPREUVE DE LA MODERNITÉ**

Comme la politiste allemande ayant émigré aux Etats-Unis Hannah Arendt l'a bien mis en évidence dans *The human condition* publié aux Etats-Unis en 1958, la modernité est caractérisée par une croissance des espaces privés au détriment des espaces publics. La logique économique de l'*animal laborans* qu'elle décrit a une composante hégémonique par rapport à la logique politique de l'action de concert du *zoon politikon*. « Le temps de la citoyenneté » représenterait ici, à partir d'une appropriation et d'un prolongement de la pensée arendtienne, la nécessité de penser un dépassement de l'hégémonie des logiques économiques de maximisation des intérêts individuels qui viennent entraver les conditions d'exercice de la citoyenneté, qui, elles, sont politiques. Pour l'économiste britannique originaire d'Autriche Friedrich von Hayek comme pour un ensemble de ses disciples, le capitalisme est une caractéristique intrinsèque de tout système reposant sur une considération de la liberté individuelle. L'économiste contemporain franco-allemand Christian Arnsperger, au contraire, identifie le capitalisme comme une « culture » historiquement déterminée dont il est possible de se défaire sans pour autant sombrer dans une approche totalitaire (Arnsperger, 2005, p. 481). L'analyse de Hartmut Rosa qui s'inscrit dans la filiation de la Théorie critique de l'Ecole de Francfort corrobore tout à fait à celle d'Arnsperger : il rappelle qu'il a existé des civilisations non capitalistes et que « Le capitalisme n'est pas une donnée de la nature ! » (Rosa, Wallenhorst, 2017, p. 5). Cette composante culturelle du capitalisme mise en évidence par Arnsperger est une donnée importante à prendre en considération, et tout particulièrement dans une perspective éducative. Elle signifie que, même si les logiques économiques de la période contemporaine apparaissent incroyablement puissantes face au politique, l'éducateur peut investir ce pouvoir politique pour imaginer d'autres façons de vivre ensemble. Les modes de vie occidentaux de consommation individuelle, fondée sur la production industrielle, sont fréquemment appréhendés comme marqués par un *hybris* économique qui aurait pris le pas sur une organisation raisonnée du

politique. Mais s'il est possible d'appréhender le capitalisme comme des pratiques culturelles s'appuyant sur une sacralisation de la liberté individuelle dont il est possible de se départir, celles-ci doivent pouvoir être mises à l'épreuve par des expérimentations politiques démocratiques permettant la production de nouvelles normes sociales (Arnsperger, 2005, p. 480). Le « temps de la citoyenneté » signifie ainsi qu'il est possible d'apprendre à se dégager de l'hégémonie des logiques de maximisation des intérêts individuels au fondement du capitalisme. Le travail d'éducation et de formation peut ainsi participer à la « réflexion *politique* sur la construction *démocratique* de normes *sociales* » permettant de « découvrir quelle sorte d'êtres humains nous sommes capables d'être » (Arnsperger, 2005, pp. 486-487).

### **III. L'AVENIR DE LA CITOYENNETÉ PRIS ENTRE ÉDUCATION ET POLITIQUE**

Près de 60 ans après la publication de « La crise de l'éducation » de Hannah Arendt en 1958 et 40 ans après la publication d'*Éducation et politique* du pédagogue français Jacques Ardoino (1977), il apparaît important de travailler à frais nouveaux ces relations notionnelles entre éducation et politique. Il s'agit d'un des objectifs de ce travail sur la citoyenneté, à l'articulation du politique et de l'éducatif, ayant tous deux la préparation de l'avenir pour finalité. La thèse de cet ouvrage est que les caractéristiques du temps présent participent d'une citoyenneté empêchée. Parce que cette entrave affecte la préparation de l'avenir, il est nécessaire de continuer de penser une éducation au politique. Les chapitres de la première partie de ce livre portent ainsi sur la citoyenneté pensée à partir des difficultés de son exercice. Les chapitres de la seconde partie portent sur l'éducation au politique en articulant deux questions : Comment favoriser l'émergence d'un monde commun permettant le partage de l'existence humaine ? Et comment pouvons-nous apprendre un nouvel *habitus* relationnel marqué par la responsabilité et l'hospitalité – deux importantes logiques de l'action de la citoyenneté ?

Mentionner le citoyen, c'est évoquer l'État ainsi qu'une collectivité d'appartenance fondée juridiquement et socialement. Et la première institution étatique et républicaine rencontrée par le futur citoyen est l'école. L'école est un lieu essentiel d'apprentissage de la citoyenneté, qui a ainsi partie liée avec la notion de socialisation scolaire. Mais la notion de citoyenneté est autrement plus riche, complexe et ambivalente que celle de socialisation scolaire. Un des intérêts de la citoyenneté réside précisément dans la singularité de la tension entre socialisation et subjectivation et dans son association avec le politique. En effet, dès lors que les individus

adoptent des comportements non conformes à ce que l'État et ses institutions attendent de lui, la nécessité d'un renforcement de la citoyenneté est évoquée dans les discours politiques. L'apprentissage de la citoyenneté renvoie ici à l'incorporation des comportements normés attendus de chaque individu par le politique. Le politique oriente la citoyenneté, qui est ici la « prise » incorporée dont il dispose sur les individus. Le citoyen doit devenir conforme, respectueux des lois, adaptés à la vie avec d'autres – et cette assimilation peut générer un assujettissement. La citoyenneté est ainsi une socialisation politiquement construite. Mais la citoyenneté renvoie également au mouvement inverse, en étant une subjectivation émancipatoire si ce n'est politiquement subversive. L'éducation au politique du citoyen telle que travaillée dans les chapitres de la seconde partie de cet ouvrage intègre en son sein la production d'une subjectivité faisant quitter la sujétion.

#### **IV. L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ FACE À SES DIFFICULTÉS**

Penser la citoyenneté dans la période contemporaine confronte d'emblée à une sérieuse difficulté : la pratique de la citoyenneté laisse à désirer, son exercice est régulièrement empêché. C'est la raison pour laquelle certains auteurs catégorisent les personnes âgées, les personnes porteuses d'un handicap, les personnes issues de l'immigration, les personnes illettrées ou les personnes de la rue comme des citoyens de seconde classe ou de seconde zone (Xypas, 2003). Les cinq chapitres qui constituent la première partie mettent ainsi au travail la notion de citoyenneté à partir des difficultés de son exercice. Fred Poché, dans le *premier chapitre*, propose de penser la citoyenneté à partir des oubliés. En convoquant la tradition des *subaltern studies* et la notion d'*empowerment*, il situe d'emblée la citoyenneté dans une acception politique. Penser à partir des oubliés, c'est penser de façon politique les modalités de partage de l'existence humaine au sein d'un espace public, contraignant nécessairement l'espace privé des intérêts individuels. Le *deuxième chapitre*, rédigé par Eric Mutabazi, prolonge la réflexion sur les entraves du politique conçu comme action de concert en mettant au travail un autre drame du 20<sup>ème</sup> siècle qu'est le génocide rwandais. La question de l'avenir et de la citoyenneté prend une résonance toute particulière face à la radicalité du mal que représente ce génocide. Le *troisième chapitre* porte sur le concept de participation citoyenne, mise en évidence lors des campagnes électorales et poursuit notre interrogation du politique. Le numérique renforce-t-il la participation citoyenne ? Facilite-t-il l'exercice de la citoyenneté ? Ou consiste-t-il dans un simple affichage politicien ? A travers son analyse de la campagne électorale de 2012, Anaïs

Theviot montre combien la mobilisation citoyenne ne va pas de soi et combien elle peut être instrumentalisée. Ce tour d'horizon des différents publics en prise avec cette difficulté d'exercice de la citoyenneté se prolonge avec les patrons ! La question posée par Jean-Yves Robin dans le *quatrième chapitre*, après avoir réalisé un ensemble de monographies de patrons français au cours des précédentes décennies est la suivante : sont-ils des citoyens responsables ou des dirigeants dirigés ? Qu'en est-il de l'exercice de la citoyenneté chez les patrons, acteurs sociaux particulièrement privilégiés ? L'enclavement du politique, conçu comme action de concert, est-il également une caractéristique de cette population ? Comme l'écrit Dominique Kern dans le *cinquième chapitre*, l'exercice de la citoyenneté comme la question de la préparation de l'avenir prennent une coloration particulière en fonction de l'âge de la vie. C'est avec une réflexion sur la citoyenneté à partir des personnes dans la deuxième moitié de la vie que Dominique Kern termine la première partie de ce livre.

## **V. POUR UNE ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ EN TERMES POLITIQUES**

Jean-Marc Lamarre, dans le *sixième chapitre*, ouvre la seconde partie de cet ouvrage consacrée à des éléments d'éducation au politique en travaillant les questions éducatives à partir du prisme cosmopolitique. Sa contribution permet de penser une éducation politique dans la période contemporaine caractérisée par une citoyenneté nationale dans un monde global. Lorsqu'est abordée la question de l'éducation à la citoyenneté dans la littérature, c'est souvent sous l'angle de la légitimité de cette entreprise au regard des prérogatives de l'école. Dans le *septième chapitre*, Renaud Hétier travaille le pendant de cette interrogation de l'éducation à la citoyenneté en appréhendant l'enfance comme un temps à l'abri de la citoyenneté. Dans le *huitième chapitre*, Nathanaël Wallenhorst propose une analyse de la rencontre d'étudiants décrocheurs. Il interroge le déclassement, une des caractéristiques de l'expérience juvénile contemporaine et questionne la façon dont un des enjeux des étudiants rencontrés ne serait pas précisément l'apprentissage du politique. L'éducation au politique travaillée dans cette seconde partie prend la forme de l'andragogie dans le *neuvième chapitre* rédigé par Gilles Pinte qui montre l'importance de l'expérience dans l'apprentissage de la citoyenneté tout au long de la vie. Dans le *dernier chapitre* de cet ouvrage, François Prouteau réfléchit la citoyenneté à partir de sa lecture systématique de l'œuvre du philosophe français Paul Ricoeur. Il pense les

conditions d'émergence des hommes comme sujets politiques en montrant l'importance de la figure de l'éducateur politique.

La conception politique de la citoyenneté développée dans les contributions de cet ouvrage est à rapprocher de la politicalité du sociologue français Numa Murard et du philosophe français Etienne Tassin qui relèvent l'importance de penser « en termes politiques les expériences de vie qu'on renvoie négligemment à la sphère intime de l'existence et à penser en termes existentiels les conflits politiques et les combats pour la dignité. » (2006, p. 31).

## **VI. PENSER L'AVÈNEMENT D'UNE CITOYENNETÉ EXISTENTIELLE**

Dans la genèse de cet ouvrage, la figure du « citoyen existentiel » décrite dans *L'homme économique et le sens de la vie* (2011a) de Christian Arnsperger a influencé des échanges entre les auteurs. Cela se perçoit dans les contributions de Dominique Kern, Renaud Hétier, Nathanaël Wallenhorst, Gilles Pinte, puis dans la conclusion rédigée par Jean-Pierre Boutinet. Arnsperger appelle de ses vœux un nouveau type de citoyen qu'il qualifie de « citoyen entrepreneur » dont la caractéristique principale est d'être marqué par une citoyenneté existentielle. Ce « citoyen entrepreneur » est un « restructurateur de principes de vie » (2011a, p. 75). Il s'agit de « faire éclore délibérément une nouvelle forme de citoyenneté au sein de nouvelles règles économiques » (2011b).<sup>1</sup> L'approche d'Arnsperger insiste sur l'importance des apprentissages existentiels dans la vie citoyenne ; ils sont le socle sur lequel préparer un avenir viable pour les générations à venir. Les contributeurs de cet ouvrage ne travaillent pas directement, comme le fait Arnsperger, avec ce concept de citoyen existentiel afin de ne pas courir le risque d'une essentialisation excessive mais plusieurs d'entre eux évoquent la citoyenneté existentielle comme processus.

Chacune des contributions de cet ouvrage a son propre ancrage scientifique correspondant au champ disciplinaire de son auteur : sociologie, science politique, pédagogie, didactique, philosophie, ou psychosociologie. Mais l'ensemble que constitue cet ouvrage collectif s'inscrit dans un projet plus vaste d'émergence progressive de ce que les 25 auteurs de *Des Sciences sociales à la Science sociale* dirigé par Alain Caillé, Philippe Chanial, Stéphane Dufoix et Frédéric Vandenberghe (intégrant des contributions des sociologues français François Dubet,

---

<sup>1</sup> La figure du citoyen existentiel d'Arnsperger est particulièrement proche du sujet tourainien, notamment dans sa capacité de mobilisation au sein de combats collectifs.

Danilo Martuccelli ou Michel Wieviorka) appellent une Science sociale aux fondements anti-utilitaristes, dans le prolongement du MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales), et du Convivialisme (Les convivialistes, 2013). Les contributions rassemblées relèvent de la pensée politique de l'éducation et peuvent intégrer une composante normative ou spéculative. Les travaux présentés sont théoriques ou empiriques et mettent au travail la dimension de préparation de l'avenir de la citoyenneté, dans une perspective critique.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ardoino, J., *Education et politique*, Paris, Anthropos, 1999 (ed. or. 1977).

Arendt, H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (ed. or. 1958, tr. fr. 1961), tr. fr.

Arendt, H., « La crise de l'éducation », in H. Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 (ed. or. 1961), tr. fr., pp. 223-252.

Arnsperger, C., *L'homme économique et le sens de la vie*, Paris, Textuel, 2011a.

Arnsperger, C., « Economie existentielle, critique sociale et plasticité anthropologique », Texte accompagnant le séminaire « Anthropologie et Justice Sociale » au Centre Sèvre, Paris, 3 octobre 2011b.

Arnsperger, C., « La "moralisation du capitalisme" : une approche du problème. L'expérimentalisme démocratique et la coévolution des normes », *Revue internationale des sciences sociales*, 2005, n°185, pp. 477-488.

Aubert, N. (dir.), *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Eres, 2005.

Beck, U., *La société du risque*, Paris, Aubier, 2001, tr. fr.

Boutinet, J.-P., *Vers une société des agendas*, Paris, PUF, 2004.

Caillé, A., Chaniel, P., Dufoix, S., Vandenberghe, F. (dir.), *Des Sciences sociales à la Science sociale – Fondements antiutilitaristes*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2018.

Ecomodernism, *An ecomodernist manifesto*, 2015, [www.ecomodernism.org](http://www.ecomodernism.org).

Ellis, E. C., « The Planet of No Return : Human Resilience on an Artificial Earth », *The Breakthrough Journal*, 2011, n°2, pp. 37-44.

Giddens, G., *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, tr. fr.

Hamilton, C., « The Theodicy of the “Good Anthropocene” A talk to the Breakthrough Institute Dialogue », Sausalito, 22 June 2015, file:///D:/uco/Downloads/The-Theodicy-of-the-%E2%80%9CGood-Anthropocene%E2%80%9D.pdf, consulté le 1er février 2018.

Hottois, G., Missa, J.-N., Perbal, L. (dir.), *L'humain et ses préfixes – Une encyclopédie du transhumanisme et du posthumanisme*, Paris, Vrin, 2015.

Les convivialistes, *Manifeste convivialiste*, Paris, Le bord de l'eau, 2013.

Lyotard, J.-F., *La condition postmoderne*, Paris, Editions de minuit, 1979.

Murard, N., Tassin, E., « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la société*, 2006, n°160-161, pp. 17-35.

Rasch, P. J. *et al.*, « An overview of geoengineering of climate using stratospheric sulphate aerosols », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, London, 2008, n° 366, pp. 4007-4037.

Rosa, H., *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La découverte, 2013 (ed. or. 2010), tr. fr.

Rosa, H., Wallenhorst, N. (entretien avec), « Apprendre ensemble dans la société de l'accélération », *Bildungsforschung*, 2017, n°1, pp. 1-7.

Srnicek, N., Williams, A., « # ACCELERATE. Manifesto for an Accelerationist Politics », *Critical Legal Thinking*, 14 mai 2013 (<http://criticallegalthinking.com/2013/05/14/accelerate-manifesto-for-an-accelerationist-politics>).

Steffen, W. *et al.*, « The Anthropocene : From global change to planetary stewardship », *Ambio*, 2011, n°40(7), pp. 739-761.

Tillich, P., *Le courage d'être*, Paris, Cerf, 1999, tr. fr.

Xypas, C. (dir.), *Les citoyennetés scolaires*, Paris, PUF, 2003.